



GETTY IMAGES

Expliqué : le nouvel accord sur le nucléaire iranien

Ce PAGC 'nouveau et amélioré' nécessite des commentaires—mais personne à Washington ne dit rien.

- Mihailo S. Zekic
- [02/10/2023](#)

La mention d'un « accord sur le nucléaire iranien » fait peut-être resurgir des souvenirs effrayants d'un État terroriste disposant de milliards de dollars américains à envoyer à ses mandataires dans le monde entier. Ou de l'Iran qui rompt l'accord de manière flagrante, sans aucune répercussion. Ou du Congrès américain complètement mis sur la touche. C'est ce que le Plan d'action global commun (pagc) de 2015 de Barack Obama a entraîné—et plus encore. Depuis le printemps dernier, des informations font état d'un mystérieux « mini-accord nucléaire » que les États-Unis tenteraient de conclure avec l'Iran. Certains se sont demandés si cela signifiait que le pagc faisait son retour.

La réponse est non : l'accord nucléaire de 2023 n'est pas l'accord de 2015. Il est bienpire.

L'un de ses pires aspects est que nous ne savons pas avec certitude ce qu'il contient. Un nouvel accord sur le nucléaire iranien est en préparation. Le public l'a appris en juin, mais le gouvernement est tellement discret à ce sujet que peu de gens connaissent les détails avec certitude. Nous ne pouvons même pas savoir s'il est déjà en vigueur ou non. C'est parce que le régime de Joe Biden—ou plutôt de Barack Obama, le pouvoir derrière le trône—dissimule délibérément des informations à ce sujet. Avec le pagc, il y avait au moins un texte publié que le public pouvait lire et avec lequel il pouvait comparer les actions de l'Iran—et de l'Amérique. Avec l'accord actuel, le public n'a pratiquement rien.

PT_FR

« [L]es États-Unis ont été le fer de lance d'un effort international pour négocier un accord nucléaire avec l'Iran », a écrit le rédacteur en chef de *laTrompette*, Gerald Flurry, à propos de l'accord nucléaire initial dans sa brochure de 2016 intitulée *Great Again (Grande à nouveau ; disponible uniquement en anglais)*. « Lorsque l'accord a été conclu, de nombreuses personnes ont été ravies, mais il n'y aurait pas dû y avoir de célébration. Ce qui est en jeu n'est rien de moins que la survie de l'humanité. Le monde avait besoin de quelque chose qui nous aurait éloigné du bord de l'anéantissement, mais cet accord a fait exactement le contraire. »

Ces mots, écrits à propos de l'accord de 2015, s'appliquent encore plus à cette nouvelle négociation. Le pagc initial était controversé tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des États-Unis. D'après les quelques détails que nous pouvons glaner, le nouvel accord semble encore pire. Loin de rendre le monde plus sûr, cet accord garantit pratiquement que l'Iran obtiendra des armes nucléaires, ainsi que d'énormes sommes d'argent pour continuer à soutenir le terrorisme mondial.

Ce que l'on sait

Le 3 avril, *Axios* a rapporté que les États-Unis discutaient avec Israël, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne d'un projet d'« accord provisoire » avec l'Iran qui impliquerait un allègement partiel des sanctions en échange d'un gel partiel du programme nucléaire iranien. La proposition demandait à l'Iran d'arrêter l'enrichissement nucléaire à 60 pour cent. À l'époque, l'Iran avait rejeté cette proposition. *Axios* a cité 10 sources anonymes, des « fonctionnaires israéliens, diplomates occidentaux et experts américains ayant connaissance de la proposition », suggérant que les tenants et les aboutissants du plan étaient connus de tous les gouvernements occidentaux.

Le 8 mai, le coordinateur du Conseil national de sécurité des États-Unis pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Brett McGurk, s'est rendu secrètement à Oman, un État arabe situé à l'extrémité sud-est de la péninsule arabique, qui entretient de bonnes relations tant avec l'Occident qu'avec l'Iran. À peu près au même moment, Ali Bagheri Kani, le principal négociateur nucléaire iranien, est également arrivé à Oman. Le gouvernement iranien a confirmé le 12 juin que des pourparlers avaient eu lieu à Oman.

Les commentaires d'un ancien homme politique iranien éclairent ces pourparlers. Heshmatollah Falahatpisheh a dirigé la Commission parlementaire iranienne de la politique étrangère et de la sécurité nationale. Bien qu'il ne fasse plus partie du gouvernement, il continue de commenter les questions nucléaires. Dans des remarques traduites par Iran International le 12 juin, il a affirmé que l'Iran et les États-Unis étaient sur le point de s'entendre sur un « accord non écrit ». Il a déclaré à *KhabarOnline*, une agence de presse iranienne : « Cela signifie que la partie américaine n'appliquera plus la politique de « pression maximale » [de l'administration Trump], fermera les yeux sur certains accords énergétiques de l'Iran et [autorisera] le déblocage des fonds gelés de l'Iran en échange du fait que l'Iran s'abstiendra d'étendre son programme nucléaire au-delà du niveau actuel. »

Falahatpisheh a également déclaré qu'aucune des deux parties n'était intéressée par la réactivation du pagc car elles considèrent toutes deux qu'il n'est plus souhaitable : « Un retour à l'accord de 2015, a-t-il dit, obligerait Téhéran à renoncer à une grande partie des progrès qu'il a réalisés dans son programme nucléaire à un coût très élevé, c'est-à-dire à renoncer à ses nouvelles centrifugeuses plus perfectionnées et à un stock d'uranium enrichi à 60 pour cent. [...] En outre, la pression de l'opinion publique américaine a rendu impossible un retour à l'accord pour l'administration Biden » a-t-il commenté.

Un ami et un ennemi

À peu près au même moment où de tels détails ont été divulgués, le gouvernement israélien a pris des mesures intéressantes.

En tant que le 'petit Satan' que l'Iran a juré de « rayer de la carte », Israël n'a jamais soutenu un accord qui donnerait plus de pouvoir à l'Iran. Cinq législateurs israéliens ont confirmé *Axios* que les

détails mentionnés par Falahatpishah étaient corrects, de même qu'un échange de prisonniers. Lors d'une réunion du cabinet du 18 juin, M. Netanyahu a déclaré qu'il avait dit aux États-Unis « que même [...] les 'mini-accords', à notre avis, ne servent pas nos objectifs, et nous nous y opposons également ».

Reste à savoir comment Israël compte s'opposer à ce « mini-accord ». Mais les analystes pensent que Netanyahu laisse ses commentaires faits à huis clos fuiter délibérément à la presse, afin de faire pression sur Biden pour qu'il abandonne l'accord sur le nucléaire. Jake Sullivan, le conseiller américain à la sécurité nationale, a accusé le gouvernement israélien d'avoir fait ainsi lors d'un appel téléphonique en juin avec son homologue israélien Tzachi Hanegbi.

Israël est un pays minuscule qui pourrait être anéanti par une seule bombe nucléaire. Il sait que sa survie dépend de sa capacité à contenir l'Iran. Mais même si Israël dispose d'une armée redoutable (y compris des armes nucléaires), il ne peut pas contrer l'Iran si le gouvernement américain aide activement ce pays. Le gouvernement israélien a peu de moyens de pression sur les États-Unis, mais il sait que l'opinion publique pourrait faire pression sur la Maison Blanche. La divulgation au public américain de détails dont le gouvernement américain ne souhaite pas qu'ils soient connus risque d'aliéner le soutien que les États-Unis accordent encore à Israël. Mais Netanyahu n'a pas vraiment le choix.

En Amérique, le silence

L'Iran confirme apparemment l'existence de cet « accord tacite ». Il en va de même pour Israël. Mais le gouvernement américain le nie publiquement. Lors d'une conférence de presse tenue le 13 juin, le porte-parole du département d'État américain, Matthew Miller, a qualifié de « complètement fausse » la nouvelle d'un accord provisoire. Il a ajouté que la « grande majorité » des rapports sur l'accord avec l'Iran « étaient soit erronés, soit complètement trompeurs, et cela inclut les rapports sur un accord provisoire ». Le 28 juin, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a déclaré qu'« il n'y a pas d'accord en vue, même si nous continuons à vouloir explorer les voies diplomatiques ».

Pourquoi ce silence ? Les réponses se trouvent au Congrès et dans l'opinion publique.

En imposant le pagc en 2015, Barack Obama a contourné le Congrès. Le Congrès a un droit de regard sur les traités et autres accords diplomatiques. En réponse aux actions d'Obama, le Congrès a adopté la même année la Loi sur la révision de l'accord nucléaire avec l'Iran, qui non seulement oblige le pouvoir exécutif à tenir le pouvoir législatif informé des progrès de l'Iran en matière de désarmement nucléaire, mais donne également au Congrès le pouvoir de rejeter toute proposition d'accord nucléaire avec l'Iran, qu'il s'agisse d'un nouvel accord ou d'un accord modifié.

Aujourd'hui, la Chambre des représentants, la chambre basse du Congrès, est contrôlée par des républicains hostiles à tout accord nucléaire iranien négocié par Biden. Si un accord nucléaire est soumis à la Chambre des représentants, il est presque certain qu'il sera torpillé. Le pagc lui-même a été controversé dans l'opinion publique américaine. Tout accord nucléaire *aujourd'hui*—alors que l'Iran est sur le point de devenir une puissance nucléaire—serait encore plus controversé. À l'approche des élections, les démocrates ne veulent surtout pas d'un poison électoral tel qu'un mauvais accord nucléaire.

Toutefois, une « entente non officielle »—sans texte autorisé précisant les dispositions de l'accord—pourrait passer inaperçue. Le gouvernement américain n'est pas tenu de rendre quoi que ce soit public et n'a pas à rendre compte de quoi que ce soit. L'Iran non plus.

Bien que les États-Unis n'admettent pas l'existence d'un accord officieux, ils ont pris des décisions politiques intéressantes ces dernières semaines, reflétant les rapports sur les dispositions de l'accord. À tout le moins, l'Amérique pourrait envoyer à l'Iran des rameaux d'olivier afin de parvenir à un accord.

Les rapports sur l'accord officieux suggèrent qu'une partie de l'accord comprend l'abandon des sanctions par l'Amérique. Le 8 juin, les États-Unis ont levé les sanctions à l'encontre de l'Irak, lui permettant de payer environ 2,8 milliards de dollars à l'Iran au titre de dettes énergétiques. Le 18 juillet, les États-Unis ont autorisé l'Irak à payer l'électricité à l'Iran par l'intermédiaire de banques non irakiennes pendant 120 jours. La Corée du Sud détient également des actifs iraniens d'une valeur d'environ 7 milliards de dollars que les États-Unis tentent de débloquer. Des sources anonymes qui ont parlé au *Korea Economic Daily* ont déclaré que les conditions pour le déblocage comprennent l'utilisation de l'argent pour des dépenses publiques telles que les vaccins covid-19—même alors que le monde s'éloigne finalement des urgences de santé publique et des mandats de vaccins.

Un accord officiel sera-t-il conclu ?

L'Iran a laissé entendre que ce « mini-accord » était un tremplin vers un accord nucléaire officiel plus complet. Dans cette optique, notez ce qui suit dans l'article *Axios* du 3 avril :

« Cette approche est similaire à celle du conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, Jake Sullivan, et du directeur de [l'Agence centrale du renseignement] Bill Burns, qui étaient des membres importants de l'administration Obama en 2013 lorsque l'Iran et les puissances mondiales ont signé le Plan d'action global commun (pagc) de 2013, qui comprenait un gel à court terme de certaines parties du programme nucléaire iranien en échange d'un allègement partiel des sanctions. L'accord provisoire initial portait sur une période de six mois et a été renouvelé à plusieurs reprises jusqu'à ce que l'accord nucléaire complet soit conclu en juillet 2015. »

Ce sont les *mêmes hommes* qui ont négocié l'accord de 2015 qui gèrent aujourd'hui la sécurité et la politique étrangère des États-Unis. L'envoyé d'Obama en Iran pendant les négociations était Robert Malley, que Biden a nommé au même poste. (Malley a mystérieusement disparu de la scène publique depuis avril, le FBI lui ayant retiré l'autorisation de consulter des documents classifiés. Nous connaissons encore moins de détails sur le licenciement de Malley que sur l'accord nucléaire officieux. Mais l'implication est que Malley a partagé des informations sensibles).

Des hommes comme Obama, Sullivan, Burns et Malley ont élaboré l'accord de 2013 comme précurseur de l'accord de 2015. Certains se demandent si un accord officiel fera bientôt surface. Mais l'Iran n'a peut-être que peu d'intérêt à poursuivre un tel accord, car il n'en a pas besoin. Les États-Unis ont déjà accordé à l'Iran des milliards de dollars d'allègements de sanctions *sans qu'il y ait d'accord*. L'hiver dernier, le département d'État a même renoncé aux sanctions concernant le programme nucléaire iranien, ce qui a permis à la Russie d'investir dans une centrale nucléaire soupçonnée d'être utilisée pour la recherche sur les armes. Selon toute vraisemblance, l'Iran continuerait à bénéficier de cet argent même s'il mettait au point une bombe et en faisait la publicité.

Il est important de rappeler que l'Iran ne renonce à rien dans le cadre de cet accord officieux. Alors que les États-Unis promettent des milliards, l'Iran ne doit donner que sa parole que les choses resteront en l'état. Par le passé, l'Iran a fait de nombreuses promesses concernant son programme nucléaire et n'a jamais tenu parole. Rien ne prouve que les dirigeants iraniens aient soudainement changé d'avis. De plus, pour des raisons évidentes, l'Iran garde beaucoup de choses secrètes concernant son programme nucléaire. Pour autant que nous le sachions, l'Iran pourrait déjà avoir atteint un degré de pureté de 90 pour cent.

Avec le mini-accord actuel, l'Iran peut avoir le beurre et l'argent du beurre. Khamenei n'aurait pas pu demander mieux.

L'Amérique rend l'Iran grand de nouveau ?

C'est une chose que les États-Unis, par incompétence et faiblesse, laissent l'Iran se doter de la bombe. Mais la politique américaine va plus loin. La Maison-Blanche pourrait encore fermer les yeux sur le programme nucléaire de l'Iran sans lui accorder des milliards de dollars d'allègement des sanctions. Les actions des États-Unis suggèrent que le gouvernement aide activement l'Iran à se doter d'une bombe nucléaire.

L'Iran est un régime islamiste radical déterminé à mener une guerre perpétuelle contre l'Occident et à propager sa révolution islamique. S'il obtient des armes nucléaires *à la volonté de les utiliser*. Même le désir de certains responsables politiques de voir l'Amérique quitter le Moyen-Orient ne peut expliquer le soutien apporté par les États-Unis. En aidant l'Iran à se doter d'armes nucléaires, l'Amérique conduit le monde au bord de la guerre nucléaire.

Les problèmes de l'Amérique ont une dimension spirituelle. Le théologien Herbert W. Armstrong, aujourd'hui décédé, a prouvé dans son livre *Les Anglo-Saxons selon la prophétie* que le peuple américain descend de l'ancien peuple d'Israël. Historiquement, Dieu a fait alliance avec Israël pour le bénir, à condition qu'il obéisse à Ses lois (Lévitique 26 : 1-13).

Mais en cas de *désobéissance*, Dieu a promis des myriades de *malédiction*s (versets 14-46). Le verset 17 montre que l'Amérique sera gouvernée par ceux qui ont l'intention de détruire le pays. Le verset 19 montre que Dieu briserait la volonté de l'Amérique d'utiliser son pouvoir. Le *Gesenius' Hebrew-Chaldee Lexicon* (*Lexique hébreu-chaldéen de Gesenius*) dit que « briser » signifie « mettre en pièces [...] employé pour décrire des navires brisés par le vent ». Les versets 31-33 montrent le résultat final de ces malédiction : « Je réduirai vos villes en déserts, je ravagerai vos sanctuaires [...] je vous disperserai parmi les nations et je tirerai l'épée après vous. Votre pays sera dévasté, et vos villes seront désertes. »

L'Amérique est dirigée par un régime qui n'a pas à cœur les intérêts du pays. Des dirigeants menteurs font se rapprocher de plus en plus ces accomplissements prophétiques. D'autres prophéties montrent que cela fait partie d'une attaque satanique visant, comme le dit 2 Rois 14 : 27, à « effacer le nom d'Israël de dessous les cieux ». (Demandez un exemplaire gratuit de *L'Amérique sous attaque* pour plus d'informations.) Aider un régime extrémiste déterminé à obtenir des armes nucléaires pour détruire l'Amérique, le « grand Satan », fait partie intégrante de cet agenda.

Mais les problèmes de l'Amérique, y compris l'accord sur le nucléaire iranien, ne se limitent pas à quelques mauvais acteurs au sommet. Pour les résoudre, il ne suffit pas d'écarter certains individus de l'autorité. Ces problèmes sont en fin de compte causés par les péchés de la nation—son rejet de Dieu et sa désobéissance à Ses lois.

« Les problèmes de l'Amérique sont *spirituels*—et des solutions spirituelles sont nécessaires afin de les résoudre, en commençant par la repentance ! » écrit M. Flurry dans *Grande à nouveau* (*disponible en anglais uniquement*). « Mais les Américains sont trop enracinés dans leur péché pour le faire. Les malédiction nationales vont donc empirer avant que la situation ne s'améliore. »

Les fondateurs de l'Amérique ont créé le pays pour qu'il soit une « ville sur une colline » présentant un mode de vie droit. Mais l'Amérique a échoué à cet égard ; aujourd'hui, les États-Unis sont un phare d'immoralité, de corruption et de rébellion. Les malédiction décrites dans des passages bibliques comme Lévitique 26 en sont le résultat.

Mais il y a des raisons d'espérer. M. Flurry poursuit : « La Bible explique également *l'objectif* ultime de Dieu qui permet à ces malédiction de s'abattre sur les États-Unis. Chaque fois que Dieu punit, Il le fait pour ramener le peuple vers Lui. Les Écritures prophétisent que les malédiction que subit l'Amérique aujourd'hui *sont* en fait un prélude à la revitalisation et à la restauration du pays ! En fait, l'Amérique va *bien* redevenir un jour prochain une grande nation ! »

Si Dieu laisse ces malédiction s'abattre sur l'Amérique, ce n'est pas parce qu'Il est un maître sévère ou qu'Il aime voir les gens souffrir. Les problèmes de l'Amérique ont pour but ultime *de mener la nation à Lui*. Une fois cette leçon apprise, la Bible *promet* également la solution à ces problèmes. Contrairement aux paroles obscures venant de Washington, ces promesses sont claires. Elles sont à toute épreuve. Et elles *garantiront* à l'Amérique—à l'Iran et au monde entier—les bénédiction de paix dont ils ont si désespérément besoin.

Encadré : La marche de l'Iran vers la bombe

Le pagc de 2015 interdisait à l'Iran d'enrichir l'uranium à 60 pour cent.

Depuis que les Etats-Unis ont quitté le pays en 2018, l'Iran a annoncé qu'il avait accumulé environ 87,5 kilogrammes d'uranium d'une pureté de 60 pour cent.

Au début de l'année, l'Agence internationale de l'énergie atomique a déclaré avoir détecté en Iran des traces de particules d'uranium d'une pureté de 84 pour cent, alors qu'une pureté de 90 pour cent correspond à une qualité militaire.

Si tout son uranium de 60 pour cent était enrichi à 90 pour cent, l'Iran disposerait de suffisamment de matières pour fabriquer une bombe nucléaire.

L'uranium enrichi à 60 pour cent n'a aucune application civile connue. L'Iran est le seul État non doté d'armes nucléaires à stocker de l'uranium d'une pureté de 60 pour cent.